



Stratégie Régionale

de l'Economie Sociale et Solidaire
en région Centre-Val de Loire

2018 – 2021

**Pour une politique régionale volontariste et durable de
promotion et de soutien au développement de l'ESS**

SOMMAIRE

Préambule	4
I - L'Economie Sociale et Solidaire(ESS) en région Centre-Val de Loire : Eléments de contexte	6
I.1 L'économie sociale et solidaire, une économie au profit des dynamiques territoriales	6
I.2 Une économie qui se développe et se structure	7
I.3 Une stratégie de l'ESS pour répondre aux enjeux économiques et sociaux	7
II - Le dialogue et la co-construction : un principe d'élaboration qui répond aux valeurs de l'ESS	8
II.1 Une construction participative	8
II.2 La Stratégie Régionale de l'ESS, partie intégrante du SRDEII	9
II.3 La première Conférence Régionale de l'ESS	10
III - Une stratégie régionale pour développer l'ESS en région Centre-Val de Loire	10
III.1 La Région : un rôle de chef de file moteur de l'ESS en Centre-Val de Loire...	11
...A travers des partenariats et contractualisations avec les collectivités locales et l'Etat	12
...A travers un partenariat affirmé avec la CRESS et le Mouvement associatif de la région Centre Val de Loire	13
III.2 Enjeux et objectifs opérationnels	13
Axe 1 - Accompagner les structures de l'ESS sur l'ensemble des phases de leur développement	14
Objectif opérationnel : Développer les espaces favorisant l'émergence et la création des projets et renforcer les solutions de financement des entreprises de l'ESS	14
Objectif opérationnel : Favoriser la capacité d'innovation sociale de l'ESS et le droit à l'expérimentation	16

Axe 2 : Permettre la professionnalisation des acteurs de l'ESS	17
Objectif opérationnel : Développer la formation, la professionnalisation des salariés et bénévoles des structures de l'ESS	17
Objectif opérationnel : Soutenir les démarches de GPECT notamment via les contractualisations avec les territoires	18
Objectif opérationnel : Renforcer le soutien au secteur de l'insertion des personnes éloignées de l'emploi	18
Axe 3 : Favoriser le développement des coopérations territoriales	19
Objectif opérationnel : Encourager la complémentarité et les coopérations entre les acteurs au service du développement des territoires	20
Objectif opérationnel : Relocaliser l'économie par la finance participative et citoyenne	21
Axe 4 - Faire de l'ESS, un acteur connu et reconnu hors de ses frontières traditionnelles	22
Objectif opérationnel : Promouvoir une politique d'achats responsables et en faire un enjeu de politique publique	23
Objectif opérationnel : Engager l'ensemble des acteurs de l'ESS dans une dynamique de RSE	23
Objectif opérationnel : Promouvoir l'engagement et les valeurs de l'ESS	24
Objectif opérationnel : Mesurer et qualifier la valeur ajoutée de l'ESS aux territoires	25
III.3 Mise en œuvre de la SRESS	26
Un plan d'actions évolutif	26
Une gouvernance et une évaluation collectives	26
Synthèse : 20 propositions nouvelles pour l'ESS	28
Annexes	31
Synthèse des contributions Etats Généraux de l'Economie	31
Forum ESS	31
Définition de l'ESS	33
Chiffres-clés de l'ESS en région	34

Préambule

Le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation, SRDEII, adopté en décembre 2016, se fixe comme ambition de booster le développement de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) en la région Centre-Val de Loire.

Depuis 2005, l'engagement régional passe par l'action menée au quotidien en direction des acteurs du secteur, notamment de la vie associative.

Les initiatives prises en faveur du développement du secteur sont multiples : soutien aux projets et emplois associatifs avec le dispositif CAP ASSO, création de Centre Actif en collaboration avec France Active, implantation d'une antenne de l'URSCOP, le dispositif ID en campagne devenu A vos ID mais aussi à travers les fonds européens comme le Programme LEADER.

Aujourd'hui, la Région Centre-Val de Loire souhaite aller plus loin et formaliser son engagement de soutien au développement du secteur en proposant une Stratégie Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire (SRESS), avec pour ambition de fixer pour les années à venir les orientations régionales en la matière et d'encourager d'autres formes d'entrepreneuriat en région Centre-Val de Loire.

Cette stratégie régionale doit alors contribuer à une meilleure lisibilité de l'action de la Région en faveur du développement du secteur et à un plus grand relai par l'ensemble des collectivités sur tout le territoire régional.

En collaboration avec la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire, l'élaboration de la stratégie régionale correspond à une volonté conjointe de se fixer un nouveau cap pour permettre à l'économie sociale et solidaire de « changer d'échelle » autour de trois ambitions prioritaires :

Ambition 1 : Développer l'économie et l'emploi

Ambition 2 : Professionnaliser les hommes et les structures

Ambition 3 : Promouvoir le secteur et ses valeurs

Ce modèle d'une économie basée sur les besoins des territoires, la coopération et l'innovation est un levier pour créer de nouvelles activités et de nouveaux emplois et, dans le même temps, répondre aux enjeux d'amélioration de la qualité de l'emploi en région Centre-Val de Loire.

L'ESS participe pleinement du progrès démocratique en donnant du pouvoir d'agir citoyen, en concourant au renouvellement des pratiques démocratiques dans l'entreprise, ainsi qu'en offrant des opportunités tout au long de la vie pour l'engagement et la participation.

Les associations, les coopératives, en tant que corps intermédiaires, favorisent sous différentes formes les initiatives citoyennes, les interactions entre citoyens, entre citoyens et institutions et nourrissent le dialogue et le débat public, consubstantiels de la démocratie.

Il s'agit de soutenir l'économie sociale et solidaire pour qu'elle soit en mesure d'expérimenter, de construire, de proposer, avec tous les acteurs des territoires; des actions ouvrant la voie vers un autre développement de la région Centre-Val de Loire et à contribuer, avec son originalité et ses spécificités, à construire avec l'ensemble des acteurs des solutions nouvelles.

Outil de pilotage mobilisable par l'ensemble du secteur, la SRESS porte l'ambition de consolider et déployer l'économie sociale et solidaire au profit de notre territoire ainsi que de participer à redonner sens au collectif et aux solidarités.

I - L'Economie Sociale et Solidaire(ESS) en région Centre-Val de Loire : Eléments de contexte

I.1 L'économie sociale et solidaire, une économie au profit des dynamiques territoriales

L'Economie Sociale et Solidaire représente 11 % des établissements employeurs, soit 9 307 établissements employeurs dans des secteurs divers. Ils partagent tous des caractéristiques communes : un projet économique au service de l'utilité sociale et/ou environnementale, une mise en œuvre éthique, une gouvernance démocratique et une dynamique du développement fondée sur un ancrage territorial et une mobilisation citoyenne. Au sein de l'ESS se développent des activités de loisirs, de tourisme, sportives, mais aussi de nouvelles formes d'activités comme les initiatives de développement local, de réinsertion et de lutte contre l'exclusion, la protection de l'environnement, la culture, les solidarités internationales...

En région Centre-Val de Loire, l'ESS représente 10,6% des salariés, (85 268 salariés). Elle constitue un levier de création d'emploi majeur pour le territoire : entre 2011 et 2014, le nombre de salariés a augmenté de 2 374 postes en région Centre-Val de Loire (soit une hausse de 2,9%), alors que sur la même période, le reste de l'économie privée hors ESS a perdu 1,1% de salariés¹

L'ESS constitue une opportunité de développement économique en particulier pour les bassins d'emploi ruraux. La part élevée de salariés dans les bassins de vie de Loches, d'Argenton-sur-Creuse, de La Châtre, de Nogent-le-Rotrou, Châteauroux, Vierzon, Châteaudun ou encore Saint-Amand-Montrond oscille entre 11,7% et 16,5%. Cette réalité chiffrée, en matière d'employabilité et d'activité économique, fait de l'ESS un pilier du développement rural.

Le projet d'Economie Sociale et Solidaire est un projet collectif porté par un groupe dès sa création, enrichi par des acteurs associés, sociétaires, tous solidaires d'objectifs communs au travers d'un contrat qui assure la transparence des rapports au sein d'une organisation démocratique.

L'Economie Sociale et Solidaire redonne du pouvoir d'agir citoyen tout en participant au renouvellement des pratiques démocratiques. Elle est productrice d'une économie diversifiée dans ses formes, ses contenus, et ses acteurs.

Reconnue et encadrée depuis la Loi du 31 juillet 2014, l'ESS répond aux grands enjeux sociétaux et aux besoins des territoires (cohésion sociale, emploi, environnement...) par l'expérimentation et l'innovation, par le collectif et la mutualisation, par la mobilisation et la prise en compte des spécificités des territoires.

1

¹ Les chiffres clés de l'emploi dans l'ESS, Panorama de l'Observatoire de l'ESS en région Centre-Val de Loire, mars 2017

I.2 Une économie qui se développe et se structure

Organisée au XIX^{ème} siècle sous l'impulsion du mouvement coopératif et des sociétés de secours mutuels, cette économie s'est avec le temps élargie aux acteurs économiques solidaires, notamment les associations, puis plus récemment à entrepreneuriat sociale. Elle apporte une réponse collective à des besoins sociaux tant au regard de publics vulnérables, que de territoires délaissés. L'ESS est également caractérisée par son ancrage territorial et son activité à caractère « non-délocalisable ».

S'engager dans des politiques de relocalisation des activités économiques et de valorisation des territoires constitue un des axes les plus prometteurs pour imaginer des solutions pérennes en matière d'emploi local. L'économie de proximité représente une part importante des acteurs économiques et des emplois régionaux. Le caractère non délocalisable et d'intérêt général de ses activités comme de ses emplois en fait un levier essentiel pour rendre l'économie pérenne, résiliente et soutenable.

Ces dernières années marquent un tournant dans son histoire en France. **La Loi du 31 juillet 2014 relative à l'ESS dite «loi Hamon»** fait des Régions les partenaires privilégiés des acteurs de l'ESS à travers l'élaboration, en concertation avec les Chambres Régionale de l'ESS (CRESS) et les organismes de l'ESS des territoires, de la stratégie régionale de l'ESS, et la mise en place de la conférence régionale. En plus du renforcement du rôle et la place de l'ESS dans les territoires, l'une des principales avancées de cette loi se situe dans le développement du modèle coopératif, qui concerne les sociétés coopératives et participatives (SCOP), les coopératives d'activité et d'emploi (CAE) et les sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC).

La Loi du 7 aout 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) vient appuyer cette dynamique en incluant les orientations en matière de développement économique de l'ESS dans les Schémas Régionaux de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et consolide le rôle des conférences régionales dans la co-construction des politiques locales de soutien à l'ESS.

I.3 Une stratégie de l'ESS pour répondre aux enjeux économiques et sociaux

L'Economie Sociale et Solidaire est aujourd'hui incontournable en Centre-Val de Loire. En associant de manière permanente un mouvement d'idées et un mouvement de pratiques, elle contribue activement au maintien du lien social grâce, à la fois, à ses bénévoles et ses activités. Elle permet de redonner du pouvoir économique aux citoyens pour une démocratie économique. Elle permet de faire du territoire le cœur de l'économie réelle.

L'ESS n'est pas une économie « marginale » ni même comme souvent décrite de « réparation ». Elle constitue un modèle de développement viable et équitable, visant la satisfaction des besoins par l'offre locale, tant par les services à la population, les savoir-faire inhérents aux différents territoires, que pour l'utilisation durable et équitable de ses ressources. Par sa culture, ses valeurs et ses pratiques, elle participe d'un développement local équitable et durable, à l'avant-garde des modèles économiques.

Conçue et pensée comme un outil de pilotage partagé, la Stratégie Régionale de l'ESS s'articule autour des préconisations suivantes :

- répondre à des besoins identifiés,
- être évolutive pour permettre d'accroître le rayonnement de l'ESS sur le territoire en s'adaptant aux évolutions des enjeux et des acteurs,
- être opérationnelle au travers de plans d'actions concrets.

Elle est alors composée d'un premier ensemble de propositions qui pourront évoluer ou être complétées tous les deux ans à l'occasion des conférences régionales de l'ESS.

La SRESS sera alors mise en œuvre sur la période 2018 / 2021 au travers de plusieurs plans d'actions.

II - Le dialogue et la co-construction : un principe d'élaboration qui répond aux valeurs de l'ESS

II.1 Une construction participative

Notre Région a fait du dialogue, méthodique, organisé, transparent, le grand principe d'élaboration et de pilotage de toutes ses politiques.

La Stratégie Régionale de l'ESS est mise en œuvre dans le cadre de la loi ESS de 2014, mais elle fait aussi suite au vaste plan de concertation mis en œuvre par le Conseil Régional dès 2016. Le développement de l'ESS en région relève à la fois de la Stratégie Régionale de l'ESS et du Schéma Régional de Développement Economique (SRDEII) par le biais d'un volet consacré à l'ESS.

Amorçées par la Région début 2016, l'élaboration et la mise en œuvre de ces deux démarches se sont voulues collaboratives, articulées et cohérentes. La définition de la stratégie ESS est le fruit de plusieurs temps de contribution :

- Une concertation auprès de l'ensemble des acteurs de l'ESS (associations, entreprises, réseaux, collectivités territoriales, financeurs) dans le cadre de l'élaboration du volet ESS du SRDEII.
- Des échanges et le diagnostic issus des Etats Généraux de l'Economie mis en œuvre dans le cadre du SRDEII. Le forum dédié à l'ESS du 26 avril 2016, organisé sous forme d'ateliers de travail prospectifs a ainsi permis d'associer à la réflexion plus de 400 personnes, acteurs de l'ESS, institutionnels, et collectivités.
- de nombreuses contributions écrites spontanées déposées par toutes les principales parties prenantes de l'ESS ont également nourri la réflexion et l'ébauche de propositions concrètes

- une enquête par questionnaire a été réalisée auprès des Agglomérations et Communauté de Communes
- La contribution écrite du CESER (Conseil Economique Social et Environnemental Régional,) Centre - Val de Loire, présentée en séance plénière le 22 juin 2017, a pris une part essentielle aux travaux préparatoires à la stratégie. Cette auto saisine du CESER par une approche pédagogique pour faire comprendre le vaste champ de l'ESS et la multiplicité des thématiques qui peuvent en découler, a largement contribué à cibler les enjeux propres au territoire régional et proposer des axes de renfort ou d'évolution des politiques existantes ou à inventer.

➤➤ Plus de 400 personnes ont pris part aux travaux dans leurs différentes étapes. De la même manière que cette dynamique collective a façonné le travail de réflexion et d'échanges qui s'est tenu depuis 2016, elle devra être le moteur de la politique régionale pour l'ESS ces prochains mois et prochaines années, à tous les niveaux : entre la Région et les représentants de l'ESS, avec les différents échelons de collectivités, entre acteurs de l'ESS et plus largement avec l'ensemble des parties prenantes de l'économie en Centre-Val de Loire

II.2 La Stratégie Régionale de l'ESS, partie intégrante du SRDEII

La Région Centre-Val de Loire a adopté, en décembre 2016, son Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII). Il revêt une portée prescriptive et porte trois ambitions fortes, relayés dans la stratégie régionale pour l'ESS.

1. **L'emploi : un travail de qualité et non délocalisable** comme facteur d'insertion sociale, de lutte contre la pauvreté, de lutte contre les discriminations et l'exclusion.
2. **La promotion de l'environnement et la transition écologique** comme levier de développement économique et humain : répondre aux exigences des transitions énergétiques et climatiques qui sont en train d'émerger conduit à créer de nouvelles activités, des nouveaux métiers et de nouveaux emplois.
3. **La responsabilité** comme principe, de consommation, de production, de management des entreprises (RSE) et de manière générale, de gestion des enjeux démocratiques et citoyens.

La mise en œuvre de ses ambitions doit permettre :

- pour chaque habitant, de s'épanouir dans son activité professionnelle, d'accéder aux compétences nécessaires, en lien avec les besoins locaux.
- pour chaque entrepreneur, de saisir les nouvelles opportunités offertes par les mutations en cours.
- pour chaque collectivité territoriale d'offrir à leurs administrés, aux acteurs économiques, un cadre de vie et de développement favorables.

Si le volet ESS du SRDEII concerne uniquement le développement économique des structures de l'ESS, la SRESS, quant à elle, s'adresse à l'ensemble des acteurs de l'ESS et concerne le développement de l'ESS dans son sens le plus large : développement économique, modes de gouvernance et de gestion, relation aux acteurs publics, développement de l'impact social et local des entreprises, modes de coopération, promotion de l'ESS

II.3 La première Conférence Régionale de l'ESS

La Loi relative à l'économie sociale et solidaire du 31 juillet 2014 prévoit l'organisation tous les deux ans d'une conférence régionale de l'économie sociale et solidaire par les Régions avec comme objectif d'être le lieu de débat des orientations pour le développement du secteur.

Cette conférence organisée par la Région Centre-Val de Loire et l'Etat, le 5 décembre 2016, en lien avec la CRESS, a rassemblé l'ensemble des acteurs de l'économie sociale et solidaire, les réseaux locaux d'acteurs, les représentants des collectivités et les partenaires sociaux. Elle a permis de débattre des orientations, moyens et résultats des politiques locales de développement du secteur.

Cette première édition de la conférence régionale, s'est inscrite dans le calendrier d'élaboration des documents régionaux structurants. Au-delà de la loi, il s'est agi de poursuivre la dynamique autour de l'ESS issue du schéma régional de développement économique portée par la Région et d'accorder un nouveau temps privilégié pour débattre et contribuer à l'écriture d'une stratégie régionale de l'économie sociale et solidaire.

III - Une stratégie régionale pour développer l'ESS en région Centre-Val de Loire

La SRESS de la Région Centre Val-de-Loire fixe un cap commun à tous pour le développement de l'Economie Sociale et Solidaire. Elle doit permettre à l'ESS d'asseoir sa notoriété et contribuer pleinement au développement humain et économique des territoires et de la région. Elle constitue un outil de référence pour conduire et mettre en œuvre de nouvelles actions pour les quatre années à venir (2018-2021). Elle a vocation dans ces prochaines années, à être enrichie, développée, complétée, notamment dans son volet plan d'actions.

L'économie sociale et solidaire est riche de sa diversité sectorielle, statutaire, économique, tout en étant solide sur ses fondamentaux communs : démocratie, lucrativité limitée, utilité sociale, ancrage territorial... Mais sa culture commune est souvent méconnue, la perméabilité des valeurs de l'ESS avec l'économie dite « classique » se fait attendre et sa reconnaissance institutionnelle et politique est inachevée.

Elle se développe, investit de nouveaux champs (circuits courts, mobilité, silver économie, éco-construction...) mais trop peu de nouveaux projets émergent et leur portée innovante peut se heurter à des obstacles culturels, administratifs, financiers ou techniques.

Elle se professionnalise, bénéficie d'un niveau réel d'ingénierie d'accompagnement et de financement, mais souffre d'une complexification croissante de son environnement et peine parfois à stabiliser son modèle économique.

La viabilité du modèle économique des acteurs de l'ESS est un enjeu majeur. Globalement, le modèle de financement est consolidé par l'appui de la puissance publique. Le développement du financement solidaire, l'accompagnement des porteurs de projets, le développement de l'ingénierie financière sont autant de pistes visant à encourager la diversité des sources de financement pour assurer la pérennité de leur activité.

La priorité a été donnée aux actions collectives, et ayant une dimension transversale et décloisonnante. Toutefois, si la plupart des actions concerne le secteur de l'ESS dans sa globalité, la SRESS intègre également des actions plus spécifiques à certains secteurs, cela afin de répondre au plus près des besoins.

Les actions décrites dans la stratégie ne représentent pas la totalité de ce qui est mis en place pour développer l'ESS en Centre-Val de Loire. La SRESS se centre sur les actions transversales à l'ESS qu'il convient soit d'initier, soit de renforcer, soit d'explorer.

C'est pourquoi de nombreuses actions et dispositifs existants et dont l'importance pour le secteur n'est plus à démontrer (dispositif CAP ASSO, mois de l'ESS, Observatoire ESS, dispositifs Centre Actif, A vos ID...), ne sont pas repris en tant que propositions.

III.1 La Région : un rôle de chef de file moteur de l'ESS en Centre-Val de Loire...

D'après la Loi relative à l'ESS de juillet 2014, « La Région élabore, en concertation avec la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire ainsi qu'avec les organismes et entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire, une Stratégie Régionale de l'Economie Sociale et solidaire et peut contractualiser avec les départements, les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre pour la mise en œuvre des stratégies concertées et le déploiement de l'économie sociale et solidaire sur le territoire régional. ».

Si, la loi ESS a mis en avant le rôle structurant des Régions dans le cadre des politiques de soutien à l'ESS, elle laisse aussi la possibilité aux Régions d'associer d'autres niveaux de collectivités territoriales à leur action.

L'enjeu consiste à bien articuler la coopération entre les différents acteurs institutionnels sur les principales missions partagées que sont : l'accompagnement des porteurs de projet, la promotion, l'animation.

La SRESS se propose d'intégrer la contribution des collectivités volontaires autour de l'ESS. Les initiatives locales peuvent largement enrichir les orientations régionales. Les actions conduites doivent toutefois

respecter une cohérence d'ensemble pour être plus efficace et avoir plus d'impact.

Les modalités de gouvernance de la Stratégie Régionale de l'ESS doivent prendre en compte ces évolutions.

...A travers des partenariats et contractualisations avec les collectivités locales et l'Etat

Les collectivités selon leur champ de compétences sont d'importantes contributrices à l'ESS. Nombre d'entre elles ont en outre adopté des politiques spécifiques de soutien à ce secteur.

Ainsi, une stratégie régionale sur l'ESS se doit, pour avoir du sens, d'être articulée avec celles des territoires dans la recherche d'une cohérence d'ensemble profitable au développement du secteur.

Les EPCI, acteurs locaux de développement économique, sont désormais des interlocuteurs majeurs dans ce domaine. Aujourd'hui, l'enjeu est de leur faire prendre conscience de l'apport économique de l'ESS sur leur territoire, de leur faire connaître les différents outils et dispositifs, et de les accompagner dans l'élaboration de leur action.

A ce titre, la Région a un rôle moteur à jouer dans le cadre de ses contractualisations avec l'ensemble des partenaires publics, au travers notamment des contrats régionaux de solidarité territoriale (CRST) et des conventions de partenariat économiques avec **les EPCI**, en s'assurant de la prise en compte des enjeux de l'ESS dans l'ensemble des politiques publiques, à tous les niveaux d'intervention, et afin d'inscrire l'ESS de manière effective dans les politiques locales de développement.

Par ses compétences réaffirmées par la loi NOTRe, **le Département est**, aux côtés de la Région et des EPCI, un acteur public central du développement de l'ESS.

L'ESS est particulièrement présente dans le secteur de l'insertion, l'action sociale et médico-sociale qui concentre 43% de l'emploi salarié de l'ESS, ainsi que dans l'économie résidentielle en général. Le sport, la culture, l'éducation populaire, le tourisme, sont des secteurs d'intervention majeurs pour l'ESS et sur lesquels le Département reste également compétent.

L'Etat apporte de longue date son soutien aux initiatives et aux organisations de ce secteur essentiel de l'économie et qui cherche à conjuguer préoccupations sociales, création d'activités, préservation et développement de l'emploi.

La conférence régionale ESS, co-organisée par l'Etat et la Région, sera l'espace de concertation adapté pour matérialiser cette articulation.

...A travers un partenariat affirmé avec la CRESS et le Mouvement associatif de la région Centre Val de Loire

Pour la CRESS, c'est un véritable enjeu que celui de la reconnaissance et de la structuration de l'économie sociale et solidaire comme force contributrice au développement économique des territoires en réponse aux besoins socio-économiques des habitants.

Afin d'articuler au mieux le local et le régional, une Convention cadre 2015-2018 a été signée entre le Conseil Régional du Centre-Val de Loire et la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire Centre-Val de Loire pour formaliser les priorités stratégiques à mener auprès des entreprises de l'ESS et des territoires. Cette convention sera renouvelée et actualisée au regard des nouvelles ambitions définies dans la SRESS et la Région poursuivra son soutien à la CRESS et aux têtes de réseaux du champ de l'ESS pour leur mission d'animation dans les territoires et la convention cadre pluriannuelle avec la CRESS.

Concernant le secteur associatif en particulier, une nouvelle charte d'engagements réciproques avec le Mouvement Associatif Centre-Val de Loire sera signée. Celle-ci associera, l'Etat, la Région et le MAC et aura vocation à être déclinée localement par les collectivités infrarégionales.

III.2 Enjeux et objectifs opérationnels

Le diagnostic posé, appuyé par les orientations définies par le SRDEII, permet d'énoncer l'ambition de la Région autour de **3 grands enjeux transversaux prioritaires traduits en 4 axes stratégiques d'intervention et 20 propositions nouvelles pour développer l'ESS** en Centre-Val de Loire.

Trois grands enjeux transversaux

- **1^{er} enjeu** : Soutenir l'émergence, le développement et la consolidation des projets de l'ESS.
- **2^{ème} enjeu** : Impulser des dynamiques de coopérations territoriales entre acteurs de l'ESS et acteurs «non ESS» pour permettre l'émergence et la consolidation de réponses aux besoins et projets des territoires.
- **3^{ème} enjeu** : Valoriser l'ESS dans ses différentes dimensions (jeunes, créateurs d'entreprises, milieux économiques...) pour augmenter sa notoriété.

Axe 1 - Accompagner les structures de l'ESS sur l'ensemble des phases de leur développement

Le SRDEII a mis en avant l'importance de couvrir l'ensemble des phases d'accompagnement à toutes les étapes de la vie d'un projet : de l'émergence au développement de la structure.

Concernant l'accompagnement à l'émergence, création et développement des structures de l'ESS, les ateliers et auditions mis en œuvre dans la phase de construction, ont largement mis en avant à la fois la nécessité de disposer d'outils adaptés aux spécificités de l'ESS (projets collectifs plus complexes à accompagner, temps d'émergence des projets plus long, montage financier plus complexe, hybridation des ressources...) et l'importance de pouvoir accéder également, autant que possible aux dispositifs de droit commun.

Par ailleurs les entreprises de l'ESS ont des besoins de financement spécifiques du fait de la nature de leurs activités et modèles économiques, de la diversité et de la mixité des ressources qu'elles peuvent mobiliser et du fait de leur gouvernance collective. Ces acteurs trouvent globalement les services bancaires et les crédits courts et moyen termes dont ils ont besoin, ils rencontrent néanmoins des difficultés sur l'émergence et l'expérimentation de nouveaux produits et services, ce qui correspond au financement de l'innovation et de l'amorçage.

Objectif opérationnel : Développer les espaces favorisant l'émergence et la création des projets et renforcer les solutions de financement des entreprises de l'ESS

L'émergence d'un projet ESS peut nécessiter, dans le cadre de sa formalisation, un appui méthodique, certaines études préalables, des modules de formation ou un soutien aux premiers investissements matériels ou immatériels.

La Région apportera dans ce sens son soutien aux porteurs de projets, ainsi qu'aux structures susceptibles d'accompagner individuellement et collectivement les porteurs de projets du champ de l'ESS.

Un certain nombre de structures ont pour vocation d'apporter aux créateurs d'activités un appui didactique, formatif, voire matériel, durant la période de lancement et de montée en charge du projet.

Il est important que le champ de l'ESS puisse faire appel en cas de besoin à des experts connaissant bien les problématiques spécifiques, souvent plus complexes que pour l'économie classique, et possédant des références clairement repérées.

PROPOSITION 1 :

- ❖ Impulser une **chaîne de l'accompagnement organisée dédiée à l'ESS** en offrant un parcours lisible, organisé, facilitateur pour les acteurs de l'ESS, intégré à Connect'Up porté par DEV'UP qui prennent en compte les spécificités de l'ESS. L'enjeu est de créer un écosystème lisible et favorable à l'émergence et au développement de projets ESS en s'appuyant sur un réseau d'expertise et

d'accompagnement qui connaît bien les spécificités de l'ESS et ses modèles et qui soit en mesure de couvrir l'ensemble du parcours de façon dédiée.

PROPOSITION 2 :

- ❖ **Soutenir toutes les formes coopératives à travers un cadre de d'intervention** clair, lisible et facilement identifiable pour les acteurs désirant s'engager dans la création ou la pérennisation d'un projet. Il convient de soutenir l'entrepreneuriat sous forme « coopérative » sur chaque phase de développement. Il s'agit notamment de :
 - Développer les espaces d'incubation de projets de type **Coopératives d'Activité et d'Emploi thématiques ou généralistes**, afin de favoriser l'ouverture d'espace entrepreneurial à destination de projets individuels mais aussi collectifs, capter les jeunes désireux d'entreprendre en favorisant la coopération intergénérationnelle : mise en place d'un dispositif de soutien pluriannuel adapté au modèle économique des CAE qui repose obligatoirement sur la mixité des ressources privées et publiques..
 - Développer **un dispositif d'accompagnement aux SCOP en constituant un volet développement et consolidation**, en plus du volet création déjà existant permettant un apport en capital pour les coopérateurs sur la base d'un rapport « 1€ coopérateur, 1€ Région ».
 - Fixer la nature et les modalités de participation de la Région dans des **sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC)**.

PROPOSITION 3 :

- ❖ En amont de la phase de création, importance de **soutenir la phase d'ingénierie, d'étude de faisabilité** et d'émergence des projets : valoriser et renforcer la lisibilité et le déploiement régional du Fonds de confiance de France Active.

PROPOSITION 4 :

- ❖ Renforcer, le **fonds de prêt d'honneur régional à destination des entrepreneurs salariés des CAE**, avec un objectif de développement du volume de prêts d'honneur accordés aux entrepreneurs
- ❖ Renforcer les **fonds propres des entreprises de l'ESS** afin de proposer une solution de financement aux structures de l'ESS qui se lancent, toutes formes juridiques confondues. Il s'agit d'offrir une offre de prêt inscrit dans un parcours à la création d'activité structuré, consolidé et pérenne.

PROPOSITION 5 :

- ❖ Soutenir la **formation à la création d'entreprise ESS** : La pluralité des formes et des statuts des entreprises ESS nécessitent une réelle technicité. Une formation de 4 à 5 jours destinée aux professionnels de l'accompagnement d'entreprise doit être créée et faire intervenir les acteurs pouvant présenter chaque spécificité de l'ESS. De même, les liens et interactions entre les chambres consulaires et la CRESS devront être renforcées, afin de poursuivre l'objectif de sensibilisation à la création d'entreprises ESS.

Objectif opérationnel : Favoriser la capacité d'innovation sociale de l'ESS et le droit à l'expérimentation

De nombreuses structures de l'ESS, pour répondre aux nouveaux besoins sociaux émergents, sont porteuses d'innovation sociale. Celle-ci constitue un levier puissant pour développer et maintenir des emplois non délocalisables et un moteur fort de cohésion sociale.

L'innovation sociale a été définie par l'article 15 de la loi relative à ESS. Elle concerne autant la portée du projet (le fond) que son organisation (la forme).

Pour qu'une culture du changement s'invite chez les acteurs du territoire de façon à ce qu'ils investissent le champ de l'innovation sociale, cela nécessite un travail d'acculturation, de communication et d'accompagnement à la formalisation des projets.

PROPOSITION 6 :

- ❖ Encourager la mise en place de la démarche « **territoires zéro chômeur longue durée** » par les territoires : L'expérimentation financée par l'Etat vise à démontrer qu'il est possible à l'échelle de petits territoires, sans surcoût significatif pour la collectivité, de proposer à tout chômeur de longue durée qui le souhaite, un emploi à durée indéterminée à temps choisi, en développant des activités utiles pour répondre aux besoins du territoire.

PROPOSITION 7 :

- ❖ Soutenir la **création d'un Incubateur d'Innovation Sociale** à l'image des incubateurs technologiques. L'incubateur à l'innovation sociale doit faciliter la coopération et l'échange entre des porteurs de projets, les territoires et la recherche pour répondre aux besoins d'intérêt collectif et faire émerger des entreprises innovantes, pérennes, et créatrices d'emplois. Il intervient dès le stade de l'idée pour accompagner les projets porteurs d'innovation et à fort potentiel à se formaliser et à se consolider. Ainsi l'incubateur est à la fois un révélateur de projets, un facilitateur et un accélérateur de projets et un tremplin d'accès aux ressources locales.
- ❖ **Lancement d'un Appel à Projet Innovation Sociale** afin de soutenir les initiatives socialement innovantes dans leur phase de lancement. L'Appel à Projet permettra notamment la sélection des projets accompagnés par l'incubateur d'innovation sociale. Son approche sera généraliste. Elle pourra toutefois intégrer une approche thématique afin d'encourager la proposition de projets collectifs de production d'énergie renouvelable portés par des associations, groupements d'entreprises ou les collectivités, du secteur de la culture...

Cet Appel à Projet pourra s'inscrire dans la démarche « French Impact » lancée par le Gouvernement en janvier 2018 qui comprend plusieurs actions : une première est de sélectionner des acteurs de l'ESS portant un projet d'innovation sociale afin de les accompagner dans le développement de celui-ci, vers le changement d'échelle et l'essaimage ; une seconde est la labellisation des accompagnateurs et acteurs de l'innovation sociale, dont les EPCI, en vue de créer un vrai réseau d'acteurs.

Axe 2 : Permettre la professionnalisation des acteurs de l'ESS

La transversalité de l'ESS rend complexe l'appréhension des enjeux de formation de manière globale.

Deux enjeux transversaux peuvent être pointés :

- celui du renouvellement lié aux nombreux départs en retraite dans les 10 prochaines années, en particulier au niveau de l'encadrement et dans le secteur sanitaire et social,
- un besoin fort de professionnalisation des dirigeants, managers et bénévoles à la tête de fonctions électives nécessitant des compétences solides en matière de gestion et sur les fonctions RH.

Les auditions consacrées aux enjeux actuels et futurs de la formation et de la professionnalisation des acteurs de l'ESS ont révélé un besoin prégnant de formations courtes et pointues, notamment en matière de management et de gestion (stratégie, outils de pilotage et de performance, dimension juridique). Les principaux OPCA (Unifarm, Unifaf), les grands syndicats employeurs (UDES, UNIFED) soulignent une complexification croissante de la gestion des entreprises, à laquelle s'ajoutent les spécificités du champ de l'ESS et constatent une difficulté commune à recruter des profils compétents en la matière. En outre, les nombreux départs en retraite prévus dans les dix prochaines années, notamment au niveau de l'encadrement, nécessitent une analyse fine au plus près des territoires des besoins en formation et en qualification tous secteurs confondus, en particulier autour des filières d'avenir (silver économie et services aux personnes, économie verte, circuits courts, numérique...), à travers des démarches de Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences Territoriale (GPECT).

Objectif opérationnel : Développer la formation, la professionnalisation des salariés et bénévoles des structures de l'ESS

La formation est un puissant facteur incitatif pour renforcer les compétences des dirigeants, salariés et bénévoles de l'ESS. Ces outils pédagogiques doivent permettre un accès large à l'information sur l'ESS et renforcer ainsi la transmission de ces valeurs aux salariés et bénévoles et favoriser leur engagement.

Si des actions sont déjà engagées avec le Programme régional de Formation pour les dirigeants et bénévoles associatifs que soutient la Région depuis plusieurs années, l'un des nouveaux enjeux est de permettre aux réseaux de se saisir de l'outil numérique à deux niveaux :

- Proposer des modules de formations à distance (développer le e-learning) afin de répondre aux enjeux de disponibilité des bénévoles et de favoriser la participation aux formations.
- Proposer des modules de formations visant à favoriser l'usage des outils numériques dans la gouvernance et la gestion associatives.

PROPOSITION 8 :

- ❖ Permettre l'accès à la formation au plus grand nombre de professionnels en revisitant les méthodes existantes et en **explorant des outils pédagogiques innovants numériques**, individualisés, collectifs et modulaires (Mooc, Spoc, Multimodal, Blended...).
- ❖ **Développer les formations en faveur de l'engagement civique et/ou en faveur du progrès démocratique par les technologies numériques (CIVIC Tech)**. Les outils numériques d'interpellation ou d'expression directe sont de plus en plus utilisés. La maîtrise des usages numériques en direction des pratiques démocratiques, citoyenne ou encore organisationnelles, permet de faciliter l'expression de tous et la participation citoyenne.
- ❖ **Développer les formations visant à améliorer les pratiques démocratiques**. Il s'agit à la fois de développer une offre de formation en matière d'ingénierie d'animation liée à l'amélioration des processus démocratiques à l'attention des professionnels comme des bénévoles.

Objectif opérationnel : Soutenir les démarches de GPECT notamment via les contractualisations avec les territoires

La pyramide des âges des salariés de l'ESS et les nombreux départs à la retraite prévus dans les prochaines années rendent indispensable une meilleure connaissance des besoins en emploi et en formation, non seulement par secteur mais également au niveau des territoires.

Aussi, au-delà des enjeux sectoriels, le besoin d'une approche transversale et globale « métiers/emplois/formations » avec une double entrée, une gestion des emplois et des compétences au niveau des territoires et le développement de formations « transversales », s'impose.

PROPOSITION 9 :

- ❖ Impulser dans les démarches de **Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences Territoriale** (GPECT) la prise en compte de l'ESS, et notamment l'expérimentation de l'outil de « prêt de compétences » afin de répondre, au plus près des territoires et au-delà d'une approche sectorielle, aux enjeux de l'emploi et de la formation. L'outil de « prêt de compétences » pourrait prendre pour exemple la plateforme metiersculture.fr qui recense les emplois, les formations et les compétences du secteur de la culture.

Objectif opérationnel : Renforcer le soutien au secteur de l'insertion des personnes éloignées de l'emploi

Le secteur de l'IAE (Insertion par l'Activité Economique) permet à des personnes éloignées de l'emploi de retrouver une activité et un contrat de travail pour les engager vers un emploi durable. Secteur, aujourd'hui précarisé, il convient de favoriser l'accès aux marchés publics, ainsi qu'à répondre aux besoins de formation ou liés à la formation pour les personnels encadrant, comme les bénéficiaires des dispositifs.

PROPOSITION 10 :

- ❖ **Systématiser les clauses d'insertion pour les opérations de plus 500 000€,** pour lesquelles la Région apporte son soutien financier.
- ❖ **Répondre aux besoins de formation du secteur de l'IAE** par une contractualisation multi-partenariale pour répondre aux besoins des territoires.

Axe 3 : Favoriser le développement des coopérations territoriales

L'ESS est créatrice d'activités et d'emplois non délocalisables. Sa présence particulièrement forte dans les espaces ruraux témoigne de son rôle fondamental en matière de cohésion sociale et territoriale. Elle permet ainsi de limiter la fragilité de certains territoires (quartiers prioritaires, ruraux, zones en désindustrialisation...) à la fois par sa participation au maintien et à la relocalisation d'activités et services de proximité (économie circulaire, développement des circuits courts et économie de la fonctionnalité) mais également par sa capacité d'une part, à créer des aménités propres à renforcer l'attractivité et la vitalité des territoires, et d'autre part à favoriser la cohésion sociale et les solidarités locales (silver économie/services aux personnes âgées, transition écologique et énergétique et agriculture responsable, déplacements doux...).

Les centres-bourgs de la région Centre-Val de Loire n'échappent pas à la tendance française de la disparition des commerces de proximité au profit des centres commerciaux périphériques. L'ESS dessine de nouveaux modèles de lieux coopératifs et solidaires qui permettent le maintien de l'activité en centre-ville et en zone rurale (épicerie solidaire, tiers-lieux, bars coopératifs, CAE, etc). D'autres initiatives peuvent être mises en place pour favoriser la solidarité entre habitants et commerces de proximité telles que les monnaies locales. Cette problématique peut également correspondre à certains quartiers de ville.

Aujourd'hui, on ne peut pas penser le développement territorial sans s'appuyer sur les initiatives locales déjà à l'œuvre, c'est là l'un des enseignements tirés de la tournée citoyenne engagée par les élus régionaux en 2017. Partout émergent de nouvelles formes de coopération inspirantes.

Cela passe aussi par le besoin de rapprochement entre la recherche et l'innovation territoriale, entre chercheurs, citoyens, associations, collectivités afin de faire émerger des projets de recherches en prise avec les attentes sociétales, environnementale et/ou liées à des enjeux territoriaux. Le développement de projets « recherche-action » assurent alors la mise en relation des scientifiques issus de laboratoires publics et des organisations à but non lucratif issues de la société civile.

La Région a lancé début 2018 le *réseau OXYGENE, le lab des initiatives* pour impulser une véritable caisse de résonance des initiatives locales inspirantes et créer un effet d'entraînement et de mobilisation sur les territoires. Il est possible de penser le développement à travers la réciprocité et non la concurrence et c'est ce que porte Oxygène. 4 missions pour ce réseau :

- Repérer, valoriser, analyser, capitaliser les initiatives locales qui portent de l'innovation et du développement sur les territoires de la région

- Organiser la mise en réseau des acteurs au niveau régional et animer des réflexions sur le développement territorial qu'elles soient d'ordre thématique ou plus méthodologique
- Faciliter l'accès à l'ingénierie, en particulier dans les territoires ruraux, en identifiant et mettant en visibilité les ressources existantes en la matière
- Animer le réseau des animateurs et gestionnaires du programme européen LEADER

Ce réseau intègre également les missions du Réseau Rural Régional tout en favorisant les coopérations entre les territoires, les acteurs locaux et le monde universitaire et de la recherche.

Objectif opérationnel : Encourager la complémentarité et les coopérations entre les acteurs au service du développement des territoires

La coopération économique est une forme d'organisation collective qui permet de créer de nouveaux projets sur un territoire, de diminuer les coûts de production, ou encore d'innover grâce à l'énergie du collectif. Elle est basée sur un principe de mixité entre acteurs et d'hybridation des ressources (marchandes, non marchandes, non monétaires), dans une visée d'accroissement des activités et des services au territoire.

Si le processus de coopération ne peut pas être imposé par des acteurs extérieurs, il peut être néanmoins impulsé. C'est la démarche recherchée par la Région au travers du dispositif « A vos ID » mis à disposition des territoires et qui apparaît comme un outil facilitateur de démarches de coopération et d'affirmation du lien sur les territoires notamment entre collectivités et ESS.

Les initiatives locales soutenues dans le cadre de ce dispositif ont permis la mise en réseau d'acteurs autour de la définition d'objectifs partagés impliquant mutualisation et transversalité. Elles ont généré l'innovation et l'expérimentation d'actions nouvelles, tout en garantissant l'adéquation avec les enjeux particuliers du territoire et le maintien du lien social.

Dans cet esprit, concept instauré par l'Etat en 2014, un Pôle Territorial de Coopération Economique (PTCE), est un regroupement, sur un territoire donné, d'initiatives, d'entreprises et de réseaux de l'économie sociale et solidaire associé à des PME socialement responsables, des collectivités locales, des centres de recherche et organismes de formation, qui met en œuvre une stratégie commune et continue de coopération et de mutualisation au service de projets économiques innovants de développement local durable.

Plusieurs initiatives porteuses pour les territoires, pouvant donner naissance à des PTCE, émergent en région. Il convient par conséquent de les encourager et de garantir leur développement et leur essaimage.

PROPOSITION 11 :

- ❖ **Réaliser des diagnostics locaux et de plans d'actions fondés sur les spécificités du territoire**, en lien avec les EPCI et les réseaux d'accompagnement, pour le développement et la reconnaissance des structures de l'ESS. La définition d'un plan d'actions partagé doit permettre d'assurer la convergence entre vision stratégique et politique du territoire et initiatives. Ces diagnostics partagés permettront aussi de mettre en lumière les enjeux d'un développement de politiques publiques locales en lien avec les acteurs de l'ESS.

- ❖ **Encourager la structuration de pôles locaux ESS** à partir d'une animation portée par les EPCI : les EPCI animent un réseau d'acteurs de l'ESS mobilisés autour des enjeux du territoire identifiés par le diagnostic local et déclinés dans un plan d'actions. Dans ce cadre, les pôles locaux participent à la mise en place de projets collectifs innovants visant à répondre à des besoins sociaux non couverts identifiés et correspondant aux priorités définies dans le contrat de territoire.

Ces pôles locaux seront également des lieux d'accueil et d'information sur l'ESS et seront animés avec les acteurs locaux de l'ESS.

PROPOSITION 12 :

- ❖ **Soutenir la création de Pôles Territoriaux de Coopérations Economiques (PTCE) par le lancement d'un appel à projet Région** afin de faciliter l'apport d'un soutien à leur structuration en matière d'animation et d'ingénierie. Ces derniers peuvent émerger dans le cadre de la structuration ou consolidation de filières (silver économie, économie circulaire...) afin de tendre vers un partage d'objectifs entre entreprises ESS et non ESS et permettre de mutualiser des moyens. Ils peuvent également provenir d'une stratégie de développement territoriale commune entre acteurs publics, acteurs privés (de l'ESS et hors ESS), et acteurs de la recherche.

PROPOSITION 13 :

- ❖ **Promouvoir la création de tiers-lieux dans les centre-bourgs et milieux ruraux.** A l'heure où les centres-bourgs se vident de leurs commerces, on voit apparaître de nouveaux modèles de services de proximité : les épiceries sociales, les épiceries solidaires, les espaces de co-working, les monnaies locales. L'émergence de ces initiatives doit être accompagnée par les réseaux départementaux des acteurs de l'ESS. Leur expérimentation pourra être poursuivie et renforcée à travers les Contrats Régionaux de Solidarité Territoriale et le dispositif « A vos ID ».
- ❖ **Encourager les pratiques d'achat groupé pour des citoyens réunis en collectif et/ou pour les groupements d'entreprises issues de l'ESS.** Cela concernerait essentiellement les achats de fluide (énergie, eau), les services assurantiels ou bancaires, investissements mobiliers. Il s'agit pour la Région d'accompagner les démarches et de faciliter le lien avec des centrales d'achats.

PROPOSITION 14 :

- ❖ **Investir les filières d'avenir en lien avec l'ESS.** L'enjeu au sein de l'ESS est que les acteurs et parties prenantes soient garants d'une qualité dans la mise en œuvre de services dans ses filières et disposent d'une réelle capacité de valorisation des capacités d'innovation des entreprises de l'ESS dans ces filières ainsi que de développement de liens entreprises ESS et entreprises non ESS.

Objectif opérationnel : Relocaliser l'économie par la finance participative et citoyenne

Relocaliser l'économie est un enjeu de l'Economie Sociale et Solidaire, mais aussi et surtout un moyen de redynamiser un territoire, une filière, une branche d'activité.

La finance solidaire est un secteur financier qui permet de mettre en relation des épargnants investir dans

des activités à forte utilité sociale et des porteurs de projets n'ayant accès aux financements classiques. Les premiers soutiennent les seconds via des produits de placements solidaires.

La finance participative (crowdfunding) permet le développement de projets de tous types en s'appuyant sur les contributions financières du grand public, en dehors des circuits de financements traditionnels (Banque, Business Angels, etc...), essentiellement via des plateformes sur internet. Il permet aux particuliers de soutenir le projet de leurs choix, selon leurs critères (territoire, activité, impact...)

Cette finance solidaire, en plus de permettre à des projets de voir le jour, est souvent l'occasion de créer du collectif et de l'engagement citoyen autour d'un projet dans les territoires. En d'autres termes, c'est un moyen de mobilisation, d'abord financier, mais aussi humain.

PROPOSITION 15 :

- ❖ **Développer une plateforme régionale de financement participatif à destination des projets de l'ESS :** Il s'agit de regrouper les offres et en développer d'autres afin de donner une meilleure visibilité à ces pratiques de financement solidaire avec l'idée de mobiliser l'épargne citoyenne. Cette plateforme devra avoir une entrée territoriale forte, afin de rendre possible la création d'une dynamique participative locale.
- ❖ **Construire un dispositif de financement permettant la mise en œuvre du principe « 1€ citoyen investi, 1€ de la Région ».** Il s'agit de soutenir les projets « coopératifs et citoyens » relevant prioritairement des secteurs de la production d'énergies renouvelables, de la culture ou de l'habitat très social ou l'habitat partagé, la préservation solidaire des surfaces foncières agricoles ou relevant des circuits-courts.
- ❖ **Accompagner les initiatives citoyennes liées à la mise en place de monnaies locales complémentaires et de monnaies inter-entreprises.** Les monnaies locales permettent de mieux orienter l'économie de proximité. Elles se prêtent, notamment au financement des services sociaux et environnementaux dont la rentabilité n'est pas assurée selon les critères marchands classiques.

Axe 4 - Faire de l'ESS, un acteur connu et reconnu hors de ses frontières traditionnelles

Le soutien au développement de l'ESS peut se traduire dans la commande publique par une politique d'achats responsables en s'appuyant sur le nouveau code de la commande publique. En effet, le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 offre de nouvelles possibilités pour accroître l'impact social et environnemental des achats publics.

La Région a déjà mis en place une politique d'achats responsables ces dernières années et affiché sa volonté de privilégier les entreprises régionales et les emplois locaux dans la commande publique. Dans la mesure où les entreprises de l'ESS œuvrent pour l'intérêt général en créant de la valeur ajoutée et de l'emploi non

délocalisable, elles ont toute leur place dans le déploiement de cette démarche.

L'ESS se caractérise par la grande diversité des structures, des modèles et des secteurs qui la composent, ce qui se traduit par une connaissance parcellaire, voire une méconnaissance de ce champ économique et de sa valeur ajoutée sur les territoires.

Afin d'acculturer davantage les acteurs politiques, socio-économiques et les citoyens à l'ESS et ses enjeux, il apparaît essentiel de développer, soutenir et coordonner les actions visant à faire connaître l'ESS, à donner davantage de visibilité aux initiatives locales et à évaluer son impact économique et social pour les territoires.

En outre, l'appétence des jeunes pour l'ESS et les opportunités professionnelles qu'elle représente pour les jeunes générations du fait des nombreux départs à la retraite prévus dans les dix prochaines années, invitent à les cibler davantage, en lien avec les politiques jeunesse et citoyenneté de la Région.

Objectif opérationnel : Promouvoir une politique d'achats responsables et en faire un enjeu de politique publique

La Région Centre-Val de Loire est engagée de manière affirmée et innovante dans la protection de l'environnement ainsi que dans l'accompagnement des mutations économiques et sociales qui bouleversent les territoires. Afin d'accentuer cet engagement, une démarche volontariste en termes d'achats publics responsables constitue un puissant levier d'action sur lequel la Région a souhaité s'appuyer. Le **Schéma de Promotion des Achats Publics Responsables**, adopté par les élus régionaux en juin 2017, réaffirme les ambitions de la Région en matière de transition écologique et de valorisation des acteurs de l'économie sociale et solidaire.

PROPOSITION 16 :

- ❖ **Accompagner les collectivités et acteurs économiques souhaitant s'inscrire** dans la démarche portée par le **Schéma de Promotion des Achats Publics Responsables** adopté par les élus régionaux en juin 2017

Objectif opérationnel : Engager l'ensemble des acteurs de l'ESS dans une dynamique de RSE

Les valeurs et principes d'action de l'ESS rejoignent de nombreuses préoccupations de la RSE, Responsabilité Sociétale des Entreprises, et en sont même précurseurs à plus d'un titre.

La RSE, d'après la récente étude de France Stratégie publiée début 2016, noue un lien très fort entre responsabilité sociale des entreprises et compétitivité. Aussi, si la RSE est un enjeu de compétitivité pour les entreprises dites « classiques », elle peut l'être pour les acteurs de l'ESS. Ces évolutions peuvent les amener à

se développer davantage et même à changer d'échelle. C'est en effet l'opportunité pour elles de progresser sur plusieurs leviers, d'ancrer leurs pratiques sur les territoires et de solidifier leurs liens avec les parties prenantes.

Aussi, même si les entreprises de l'ESS ont été pionnières en matière de RSE, les structures de l'ESS ont également à apprendre des entreprises classiques qui développent des pratiques RSE. La RSE doit permettre de réinterroger les pratiques des acteurs de l'ESS, pour les mettre en cohérence vis-à-vis des attentes sociétales dans un objectif de performance.

Parallèlement, le Conseil Supérieur de l'Economie Sociale et Solidaire (CSESS) a adopté, le 7 février 2017, le « guide des bonnes pratiques des entreprises de l'économie sociale et solidaire ». Ce guide a vocation à aider les entreprises de l'ESS dans une démarche d'auto évaluation en présentant les « conditions d'amélioration continue des bonnes pratiques des entreprises de l'économie sociale et solidaire » comme défini par l'article 3 de la loi du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire.

Il constitue « un appui aux entreprises pour qu'elles élaborent leur propre diagnostic et plan de progrès »

PROPOSITION 17 :

- ❖ Accompagner la diffusion auprès des acteurs de l'ESS du **guide des bonnes pratiques** proposé par le CSESS. Valoriser les entreprises et les démarches « vertueuses » de l'ESS, notamment lors des Cordées du territoire

PROPOSITION 18:

- ❖ Sensibiliser, accompagner, valoriser les entreprises de l'ESS s'inscrivant dans une **démarche RSE**. Intégrer les acteurs et spécificités de l'ESS aux différents plans d'actions visant à déployer la démarche RSE
- ❖ Proposer **au sein de Dev'Up la mise en place d'un comité spécialisé sur la RSE**, dont la mission sera notamment de déterminer les modalités d'accompagnement des entreprises à la mise en place de stratégie RSE.

Objectif opérationnel : Promouvoir l'engagement et les valeurs de l'ESS

L'engagement et l'entrepreneuriat collectif, qui sont au cœur du projet des structures de l'ESS, sont peu valorisés et peu promus par les médias, par les pouvoirs publics. Bien que présente dans tous les domaines d'activité, l'Economie Sociale et Solidaire n'est pas toujours suffisamment identifiée, même si une reconnaissance certaine se développe depuis la loi du 31 juillet 2014.

La formation à l'ESS est également insuffisamment ancrée dans les milieux scolaires et universitaires, même si on peut noter la Licence Pro MOISE à Châteauroux ou des nouvelles initiatives comme celle lancée par le CNAM avec un nouveau certificat de spécialisation.

Pour que se développe, une connaissance de l'ESS auprès du grand public afin qu'il en devienne acteur (en tant que bénévole, salarié, entrepreneur), et une envie (notamment chez les jeunes) de s'engager dans ces structures collectives, un plan ambitieux de sensibilisation à ce type d'engagement doit être conduit.

Ce travail de promotion doit également être porté en direction des acteurs de l'ESS eux-mêmes pour renforcer le sentiment d'appartenance et d'identification entre les différents secteurs d'activité et les différentes familles de l'ESS.

PROPOSITION 19 :

- ❖ **Démultiplier sur tout le territoire régional, les actions visant à sensibiliser les citoyens à l'ESS et faire connaître les valeurs de l'ESS** (ex : Mois de l'ESS)
- ❖ **Engager des démarches d'éducation populaire à l'ESS, à l'engagement et l'entrepreneuriat collectif et renforcer les partenariats entre établissements d'éducation et de formation et ESS** : Il s'agira notamment de développer l'entrepreneuriat en ESS auprès des étudiants et à l'Université avec le concours Créa Campus et avec les PEPITE (concours de simulation à la création d'entreprise de l'ESS organisé avec le pôle Pépité d'Orléans, le Social Business mis en place par le pôle Pépité de Tours...), et de renforcer la communication autour de « La semaine de l'ESS à l'école », portée par l'Office Central de la Coopération à l'Ecole (L'OCCE), l'organisation représentative du mouvement coopératif français (La Coop FR) et L'Economie Sociale Partenaire de l'Ecole de la République (L'ESPER), afin de favoriser son appropriation par les établissements scolaires et favoriser les partenariats avec les entreprises ESS.
- ❖ Développer un **dispositif de soutien aux micro-projets encourageant l'engagement citoyen**

Objectif opérationnel : Mesurer et qualifier la valeur ajoutée de l'ESS aux territoires

Favoriser une meilleure connaissance de l'ESS et de sa richesse passe aussi par la nécessité de qualifier et d'objectiver la valeur ajoutée de l'ESS dans les territoires à travers un travail sur les critères et indicateurs permettant de mesurer son impact social et sociétal. Un tel travail serait de nature à inverser le raisonnement classique et réfléchir davantage, au-delà de la contribution directe à la richesse économique du territoire, en termes de « coûts évités » et d'utilité sociale pour la collectivité, plutôt qu'en termes de « charge financière ».

L'ESS, porteur d'une économie plurielle, appelle à une pluralité des indicateurs de richesse.

PROPOSITION 20 :

- ❖ Mettre en place, en collaboration avec la CRESS, **un groupe de travail afin de mesurer et qualifier l'impact social et sociétal de l'ESS** pour les territoires.

III.3 Mise en œuvre de la SRESS

Un plan d'actions évolutif

Les Enjeux et Objectifs opérationnels forment l'ossature de la stratégie régionale de l'ESS. Ils en sont la partie invariable sur les quatre prochaines années et permettent d'avoir une vision d'ensemble des besoins fondamentaux de développement de l'ESS.

Le plan d'actions est la partie évolutive de la stratégie. Il priorise les objectifs opérationnels dans le calendrier et répond aux besoins formulés par le biais d'actions concrètes pouvant être transversales (concernant l'ensemble des acteurs de l'ESS) ou spécifiques (à un territoire, à un type d'acteur).

Le plan d'actions est évalué et éventuellement révisé tous les deux ans, lors de la conférence régionale de l'ESS. Il est donc évolutif et adaptable en fonction des partenariats créés localement, des moyens humains et financiers disponibles mais aussi des spécificités des territoires.

Il est proposé et coordonné par le comité technique, validé par le comité de pilotage.

Une gouvernance et une évaluation collectives

La Stratégie régionale de l'ESS est animée par un ensemble d'instances complémentaires et opérationnelles :

- **la conférence régionale de l'ESS** : principal organe de concertation sur les orientations et d'évaluation sur les moyens et résultats de la Stratégie Régionale de l'ESS.

La Région a un rôle moteur à jouer au niveau régional et infra régional de promotion, d'animation et de coordination des politiques locales de soutien à l'ESS et d'appui à la structuration de relais portant la voix des acteurs de l'ESS dans les territoires.

Pour cela, la Région s'appuiera sur la conférence régionale de l'ESS, prévue par la loi de juillet 2014, comme espace de co-construction de la politique régionale de soutien à l'ESS avec l'Etat, la CRESS, les collectivités locales, et les autres organismes et entreprises de l'ESS. La conférence régionale, représentative de la diversité des acteurs de l'ESS, se réunira tous les deux ans et dressera le bilan partagé de la SRESS, des politiques mises en œuvre, portera à connaissance les initiatives dans les territoires et favorisera les échanges et le partage d'expériences.

- **le comité de pilotage** : organe décisionnel et de coordination de la SRESS.

Il en définit les orientations et les priorités du plan d'actions, en tenant compte des conclusions de la conférence régionale et s'assure de leur mise en œuvre. Il se compose de la Région, de l'Etat (DIRECCTE, Secrétariat général aux affaires régionales), de la CRESS et de représentants de chacun de ses collègues, du Mouvement Associatif, et plus largement des principales têtes de réseaux régionales de l'ESS, ainsi que différents financeurs (Collectivités territoriales, Caisse des Dépôts, France Active...) et se réunit une fois par an.

- **Le comité technique** : organe de mise en œuvre opérationnelle de la SRESS.

Il suit et coordonne la mise en œuvre du plan d'actions et veille à son adaptation aux spécificités locales (besoins, moyens, interlocuteurs, partenariats existants...). Il se compose des services techniques de la Région, de l'Etat (DIRECCTE, Secrétariat Général aux Affaires Régionales), de la CRESS, du MACVL, auxquels pourront être associés les acteurs concernés selon les thématiques abordées (territoire, filière, financements...). Le comité technique se réunit une fois par trimestre.

Synthèse : 20 propositions nouvelles pour l'ESS

Axe 1 - Accompagner les structures de l'ESS sur l'ensemble des phases de leur développement

Objectif opérationnel : Développer les espaces favorisant l'émergence et la création des projets et renforcer les solutions de financement des entreprises de l'ESS

- ↳ **PROPOSITION 1** : Impulser une chaîne de l'accompagnement organisée dédiée à l'ESS en offrant un parcours lisible, organisé, facilitateur de la création d'entreprise ou d'activité dans l'ESS
- ↳ **PROPOSITION 2** : Soutenir toutes les formes coopératives à travers un cadre de d'intervention clair, lisible et facilement identifiable pour les acteurs désirant s'engager dans la création ou la pérennisation d'un projet :
 - Développer les espaces d'incubation de projets de type Coopératives d'Activité et d'Emploi thématiques ou généralistes
 - Développer un dispositif d'accompagnement aux SCOP en constituant un volet développement et consolidation,
 - Fixer la nature et les modalités de participation de la Région dans des sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC).
- ↳ **PROPOSITION 3** : En amont de la création, soutenir la phase d'ingénierie, d'étude de faisabilité et d'émergence des projets
- ↳ **PROPOSITION 4** : Renforcer le fonds de prêt d'honneur régional à destination des entrepreneurs salariés des CAE. Renforcer les fonds propres des entreprises de l'ESS, en phase de lancement, toutes formes juridiques confondues
- ↳ **PROPOSITION 5** : Soutenir la formation à la création d'entreprise ESS, et renforcer les interactions entre chambres consulaires et CRESS

Objectif opérationnel : Favoriser la capacité d'innovation sociale de l'ESS et le droit à l'expérimentation

- ↳ **PROPOSITION 6** : Encourager la mise en place de la démarche « territoires zéro chômeur longue durée » par les territoires
- ↳ **PROPOSITION 7** : - Soutenir la création d'un Incubateur d'Innovation Sociale, révélateur, facilitateur et accélérateur de projets
 - Lancer un Appel à Projet Innovation Sociale afin d'accompagner les initiatives socialement innovantes dans leur phase de lancement.

Axe 2 - Permettre la professionnalisation des acteurs de l'ESS

Objectif opérationnel : Développer la formation, la professionnalisation des salariés et bénévoles des structures de l'ESS

- ✎ **PROPOSITION 8** : - Développer l'accès à des outils pédagogiques innovants numériques, à destination des dirigeants, salariés et bénévoles associatifs
 - Développer les formations en faveur de l'engagement civique et/ou en faveur du progrès démocratique par les technologies numériques (CIVIC Tech).
 - Développer les formations visant à améliorer les pratiques démocratiques.

Objectif opérationnel : Soutenir les démarches de GPECT notamment via les contractualisations avec les territoires

- ✎ **PROPOSITION 9** : Impulser des démarches de Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences Territoriale et d'expérimentation du dispositif « prêt de compétences »

Objectif opérationnel : Renforcer le soutien au secteur de l'insertion des personnes éloignées de l'emploi

- ✎ **PROPOSITION 10** : - Systématiser les clauses d'insertion pour les opérations de plus 500 000€, pour lesquelles la Région apporte son soutien financier.
 - Répondre aux besoins de formation du secteur de l'IAE par une contractualisation multi-partenaire pour répondre aux besoins des territoires.

Axe 3 – Favoriser le développement des coopérations territoriales

Objectif opérationnel : Encourager la complémentarité et les coopérations entre les acteurs au service du développement des territoires

- ✎ **PROPOSITION 11** : Accompagner la réalisation de diagnostics locaux et de plans d'actions fondés sur les spécificités du territoire, la structuration de pôles locaux ESS et le soutien au développement des Pôles Territoriaux de Coopérations Economiques
- ✎ **PROPOSITION 12** : Soutenir la création de Pôles Territoriaux de Coopérations Economiques (PTCE) par le lancement d'un appel à projet Région
- ✎ **PROPOSITION 13** : - Promouvoir la création de tiers-lieux notamment dans les centre-bourgs et milieux ruraux
 - Encourager les pratiques d'achat groupé pour des citoyens réunis en collectif et/ou pour les groupements d'entreprises issues de l'ESS
- ✎ **PROPOSITION 14** : Investir les filières d'avenir en lien avec l'ESS

Objectif opérationnel : Relocaliser l'économie par la finance participative et citoyenne

- ↳ **PROPOSITION 15** : - Mettre en place une plateforme de financement solidaire à destination des projets de l'ESS
- Construire un dispositif de financement permettant la mise en œuvre du principe « 1€ citoyen investi, 1€ de la Région »
 - Accompagner les initiatives citoyennes liées à la mise en place de monnaies locales complémentaires et de monnaies inter-entreprises.

Axe 4 - Faire de l'ESS un acteur connu et reconnu hors de ses frontières traditionnelles

Objectif opérationnel : Promouvoir une politique d'achats responsables et en faire un enjeu essentiel de politique publique

- ↳ **PROPOSITION 16** : Encourager les collectivités et acteurs économiques souhaitant s'inscrire dans la démarche portée par le Schéma de Promotion des Achats Publics Responsables adopté par les élus régionaux en juin 2017

Objectif opérationnel : Engager l'ensemble des acteurs de l'ESS dans une dynamique de RSE.

- ↳ **PROPOSITION 17** : Accompagner la diffusion auprès des acteurs de l'ESS du guide des bonnes pratiques proposé par le CSESS. Valoriser les entreprises et les démarches « vertueuses » de l'ESS
- ↳ **PROPOSITION 18** : - Sensibiliser, accompagner, valoriser les entreprises de l'ESS s'inscrivant dans une démarche RSE. Intégrer les acteurs et spécificités de l'ESS aux différents plans d'actions visant à déployer la démarche RSE.
- Proposer au sein de Dev'Up la mise en place d'un comité spécialisé sur la RSE, dont la mission sera notamment de déterminer les modalités d'accompagnement des entreprises à la mise en place de stratégie RSE.

Objectif opérationnel : Promouvoir l'engagement et les valeurs de l'ESS

- ↳ **PROPOSITION 19** : - Démultiplier sur tout le territoire régional, les actions visant à sensibiliser les citoyens à l'ESS
- Engager des démarches d'éducation populaire à l'ESS, à l'engagement et l'entrepreneuriat collectif, notamment auprès des étudiants et à l'Université

Objectif opérationnel : Mesurer et qualifier la valeur ajoutée de l'ESS aux territoires

- ↳ **PROPOSITION 20** : - Mettre en place, en collaboration avec la CRESS, une méthode afin de mesurer et qualifier l'impact social et sociétal de l'ESS pour les territoires. .
- Développer un dispositif de soutien aux micro-projets encourageant l'engagement citoyen

Annexes

Synthèse des contributions Etats Généraux de l'Economie Forum ESS

3 axes directeurs :

- 1 - Permettre l'émergence, le développement et la consolidation des pratiques socialement et environnementalement responsables
- 2 – Promouvoir, sensibiliser et informer sur l'Économie Sociale et Solidaire
- 3 - Anticiper et accompagner les évolutions organisationnelles des entreprises de l'ESS confrontées aux mutations économiques et sociales

I - Permettre l'émergence, le développement et la consolidation des pratiques socialement et environnementalement responsables

- La structuration de la chaîne de l'accompagnement afin de favorisant l'articulation entre les acteurs et les dispositifs régionaux d'appui à la création/reprise d'entreprises
- La coordination de l'offre d'accompagnement dans les territoires en créant des lieux uniques de permanences d'accueil, d'information et d'orientation
- Le soutien aux démarches de création d'accompagnement de projets collectifs (couveuses, CAE, incubateurs, ...)
- La création d'un incubateur d'innovation sociale, afin de dépasser la logique statutaire propre aux familles de l'ESS,
- Sensibiliser les acteurs de l'accompagnement à la reprise d'entreprise aux possibilités de transmissions aux salariés sous format SCOP
- La création d'un incubateur d'innovation sociale, qui permettrait, non seulement de dépasser la logique statutaire propre aux familles de l'ESS, mais aussi de décroïsonner la création d'activité avec les acteurs non ESS
- La mise en place de coopérations par l'accompagnement de pôles territoriaux de coopération économique (PTCE)
- L'accompagnement à la structuration financière des entreprises de l'ESS par la mise en place d'outils spécifiques
- Le rapproche de l'épargne citoyenne régionale de projets locaux
- Le développement et la consolidation de l'emploi associatif par le maintien du dispositif CAP ASSO

II - Promouvoir, sensibiliser et informer sur l'Économie sociale et solidaire

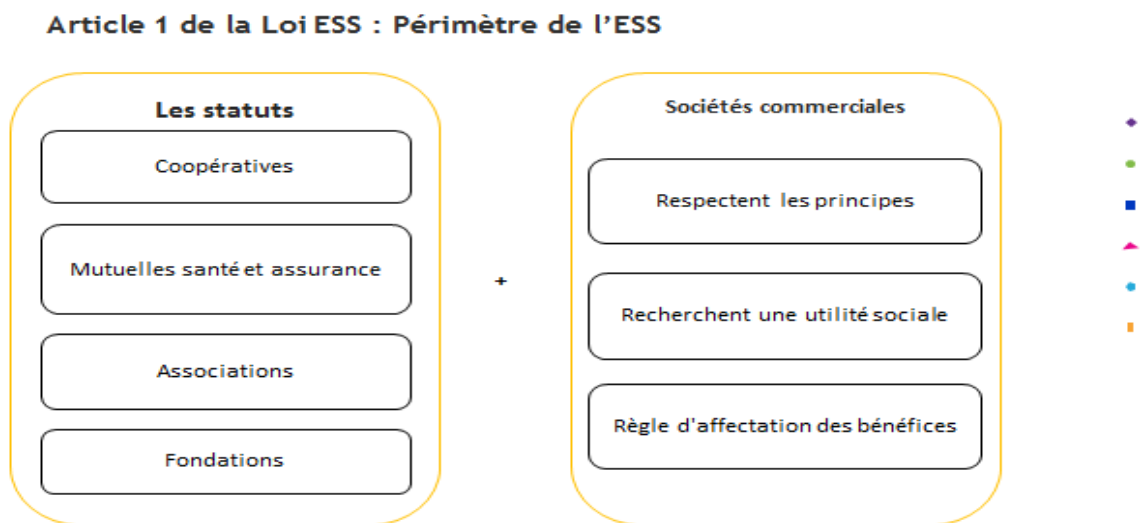
- La délivrance d'une information auprès des acteurs agissant dans le domaine de la création d'entreprises et de l'emploi (conseillers Pole Emploi, EPCI...) sur les potentialités qu'offre l'ESS, via des outils support présentant l'ESS, ses modèles, ses moyens de création et de reprise, mais aussi via de la formation.
- L'outillage des collectivités par l'organisation de journées techniques dédiées à une meilleure compréhension des cadres stratégiques de développement de l'ESS.
- La mise en place et le soutien d'actions de sensibilisation et d'expérimentation de projets en ESS pour inviter les « jeunes » à entreprendre ou à s'engager bénévolement dans cette économie
- L'encouragement à l'engagement associatif afin de faire émerger et accompagner les projets individuels ou collectifs vers la création et/ou la structuration de projets collectifs.
- La sensibilisation et l'information et l'accompagnement des acteurs de l'ESS sur les filières dites « d'avenir » pour l'ESS

III - Anticiper et accompagner les évolutions organisationnelles des entreprises de l'ESS confrontées aux mutations économiques et sociales

- Le renforcement des dispositifs en faveur de la qualité et la pérennité des ressources humaines des entreprises de l'ESS, visant à maintenir le niveau de compétence des équipes en place, à y attirer du « sang neuf » et à adopter de nouvelles formes d'organisation.
- Le renforcement des compétences des bénévoles dirigeants associatifs, d'un point de vue administratif et comptable
- L'information et la sensibilisation plus largement les entreprises de l'ESS et les prescripteurs aux problématiques de ressources humaines et aux accompagnements possibles
- Le développement des formations en ressources humaines grâce à la formation continue, pour les employeurs et les salariés concernés
- Le développement du recours à l'emploi partagé des groupements d'employeurs

Définition de l'ESS

Article 1 de la Loi ESS : Périmètre de l'ESS

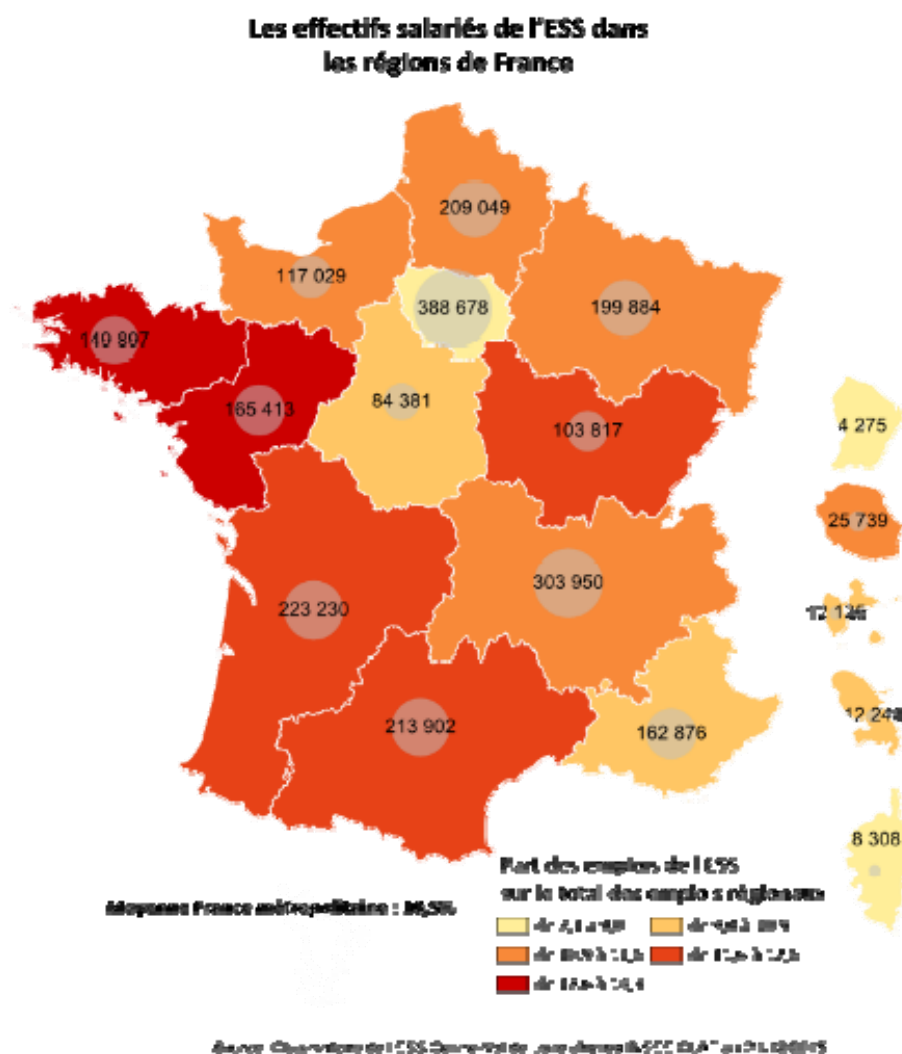


L'économie sociale et solidaire est un mode d'entreprendre adapté à tous les domaines de l'activité humaine auquel adhèrent des personnes morales de droit privé qui remplissent les conditions cumulatives suivantes :

1. Un but poursuivi autre que le seul partage des bénéfices ;
2. Une gouvernance démocratique, définie et organisée par les statuts, prévoyant la participation, dont l'expression n'est pas seulement liée à leur apport en capital ou au montant de leur contribution financière, des associés et parties prenantes aux réalisations de l'entreprise ;
3. Une lucrativité encadrée :
 - Bénéfices majoritairement consacrés au développement de l'entreprise
 - Réserves impartageables

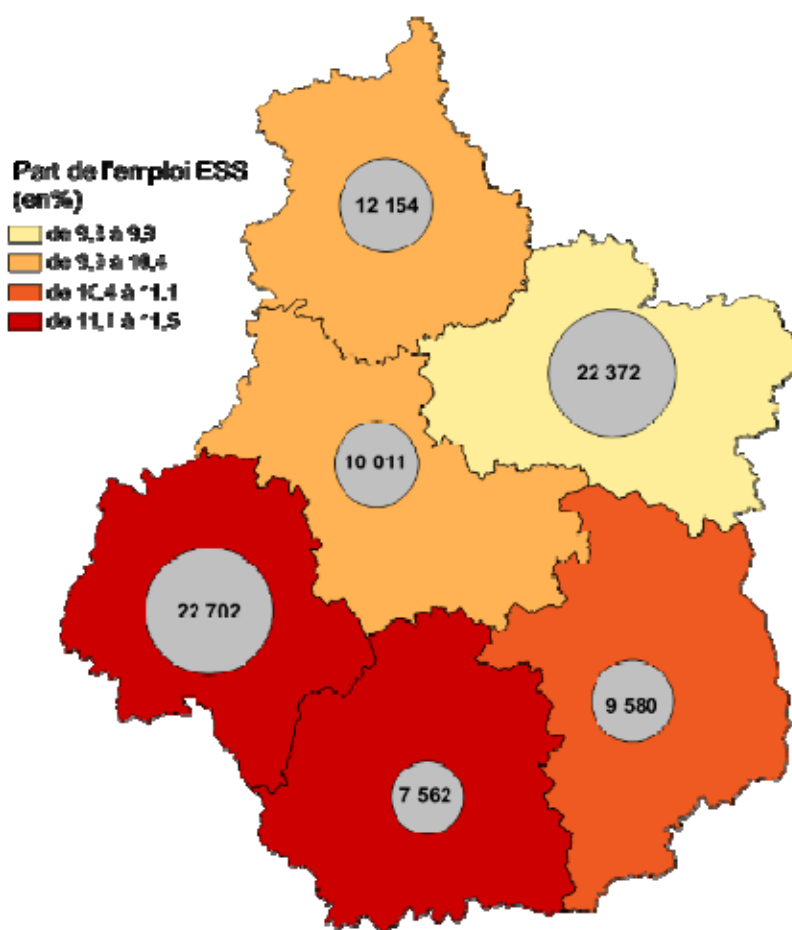
Chiffres-clés de l'ESS en région

- Les organismes de l'ESS emploient **84 381 salariés en région Centre-Val de Loire**, soit **10,5% des emplois régionaux**
- Les associations sont les principaux employeurs, elles représentent **74% des emplois de l'ESS**.
- La région Centre-Val de Loire se démarque par un poids plus élevé des coopératives et mutuelles que la moyenne nationale.



- En région, les trois principaux secteurs employeurs sont **l'action sociale** (44,7% des emplois de l'ESS), les **activités financières et d'assurance** (14,6%) et **l'enseignement** (11,9%)
- En termes d'établissements employeurs de l'ESS, ils sont plus présents dans le secteur du **sport et loisirs** (19,9% des établissements employeurs de l'ESS), **l'action sociale** (14,5%) et les **activités financières et d'assurance** (11,9%).

Volume et part des emplois de l'ESS dans les départements de la région Centre-Val de Loire



Source : Observatoire de l'ESS Centre-Val de Loire d'après les données INSEE CLM-Pess 31/10/2023

Part des emplois ESS par famille

(Source: Observatoire de l'ESS Centre-Val de Loire d'après les données INSEE CLAP au 31/12/2015)

